

ETAT DES EMPLOIS MODIFICATIONS

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu la circulaire interministérielle du 23 mars 1995 fixant l'état des emplois, à compter du 1^{er} janvier 1996, modifiée,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 relatif à la composition du Conseil communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu la délibération n° CC-2019-358 du 19 décembre 2019 relative à l'attribution du régime indemnitaire,

Vu le comité technique du 4 décembre 2020,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de créer et de supprimer les emplois de la collectivité,

Considérant les nécessités d'organisation et l'évolution des carrières des agents,

Vu l'avis du bureau communautaire du jeudi 10 décembre 2020,

Vu la note explicative de synthèse, jointe à la convocation et valant exposé des motifs,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de modifier l'état des emplois comme suit :

- rémunérer, à la direction du développement économique, commerce et enseignement

supérieur, l'occupant de l'emploi de chef de projet commerce et artisanat par référence à l'indice majoré fixe afférent au 9^e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées,

- transformer :
 - au pôle Beine Bourgogne, un poste d'auxiliaire de puériculture à temps complet en poste d'agent social à temps complet afin de mettre en adéquation le grade du poste avec celui de son occupant,
 - au pôle Fismes Ardre et Vesle, au secteur scolaire, un poste d'adjoint technique à temps non complet en poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps non complet, en vue de mettre en adéquation le grade du poste avec celui de son nouvel occupant,
 - au pôle Fismes Ardre et Vesle, un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps non complet en poste à temps complet en raison de l'accroissement d'activités de son occupant,
 - au pôle Tardenois, un poste d'attaché en poste de rédacteur à la suite du recrutement de son nouvel occupant afin de mettre en adéquation de grade du poste avec le grade de l'agent,
 - à la direction de l'eau et de l'assainissement, au service clients et gestion financière, un poste d'adjoint administratif en poste de rédacteur en vue de promouvoir son occupant, lauréat du concours, qui assure les fonctions de responsable de facturation et de manager de proximité,
 - à la direction des déchets et de la propreté, au service prestataires de collecte, un poste d'ingénieur en poste d'attaché afin de mettre en adéquation le grade du poste avec celui détenu par son nouvel occupant,
 - au centre de coopération, conseil et coordination (C3C) du développement et des services à la population, un poste d'attaché vacant en poste de rédacteur en vue de répondre au besoin du service,
 - à la direction de l'eau et de l'assainissement, au service protection du milieu récepteur, cellule branchements neufs, un poste d'adjoint technique en poste d'agent de maîtrise afin de nommer son occupant, inscrit sur la liste d'aptitude établie dans le cadre de la promotion interne 2020, et dont le niveau de responsabilités correspond à ce grade,
- fixer la liste des emplois non permanents créés en application des articles 3, I 1^o et 2^o et 3, II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée (annexe 2),
- d'autoriser Madame la Présidente à signer un contrat, pour le recrutement :
 - à la direction juridique, du responsable du secteur urbanisme, aménagement et droit des biens publics, sur un poste vacant existant au tableau des emplois figurant à l'annexe 1, sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et d'appliquer, conformément à l'article 3-5 de ladite loi, la portabilité du contrat à durée indéterminée. Cet emploi existant au tableau des emplois devrait être pourvu par voie statutaire. Cependant, compte tenu de la nature même des fonctions exercées et en raison de l'absence de candidatures de titulaires adaptées, malgré la publicité de la vacance d'emploi, le recrutement sur ledit emploi s'effectuera par voie contractuelle par référence à l'indice majoré fixe afférent au 3^e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées,
 - à la direction de l'événementiel et de la communication managériale, d'un(e) chargé(e) de communication digitale, sur un poste vacant existant au tableau des emplois figurant à l'annexe 1, sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Cet

emploi existant au tableau des emplois devrait être pourvu par voie statutaire. Cependant, compte tenu de la nature même des fonctions exercées et en raison de l'absence de candidatures de titulaires adaptées, malgré la publicité de la vacance d'emploi, le recrutement sur ledit emploi s'effectuera par voie contractuelle par référence à l'indice majoré fixe afférent au 2^e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal et aux budgets annexes.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

ETAT DES EMPLOIS MODIFICATIONS

L'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l'organe délibérant.

La présente délibération a pour objet de :

- rémunérer, à la direction du développement économique, commerce et enseignement supérieur, l'occupant de l'emploi de chef de projet commerce et artisanat par référence à l'indice majoré fixe afférent au 9^e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées,
- transformer :
 - au pôle Beine Bourgogne, un poste d'auxiliaire de puériculture à temps complet en poste d'agent social à temps complet afin de mettre en adéquation le grade du poste avec celui de son occupant,
 - au pôle Fismes Ardre et Vesle, au secteur scolaire, un poste d'adjoint technique à temps non complet en poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps non complet, en vue de mettre en adéquation le grade du poste avec celui de son nouvel occupant,
 - au pôle Fismes Ardre et Vesle, un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps non complet en poste à temps complet en raison de l'accroissement d'activités de son occupant,
 - au pôle Tardenois, un poste d'attaché en poste de rédacteur à la suite du recrutement de son nouvel occupant afin de mettre en adéquation de grade du poste avec le grade de l'agent,
 - à la direction de l'eau et de l'assainissement, au service clients et gestion financière, un poste d'adjoint administratif en poste de rédacteur en vue de promouvoir son occupant, lauréat du concours, qui assure les fonctions de responsable de facturation et de manager de proximité,
 - à la direction des déchets et de la propreté, au service prestataires de collecte, un poste d'ingénieur en poste d'attaché afin de mettre en adéquation le grade du poste avec celui détenu par son nouvel occupant,
 - au centre de coopération, conseil et coordination (C3C) du développement et des services à la population, un poste d'attaché vacant en poste de rédacteur en vue de répondre au besoin du

service,

- à la direction de l'eau et de l'assainissement, au service protection du milieu récepteur, cellule branchements neufs, un poste d'adjoint technique en poste d'agent de maîtrise afin de nommer son occupant, inscrit sur la liste d'aptitude établie dans le cadre de la promotion interne 2020, et dont le niveau de responsabilités correspond à ce grade,
- fixer la liste des emplois non permanents créés en application des articles 3, I 1° et 2° et 3, II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée (annexe 2),
- d'autoriser Madame la Présidente à signer un contrat, pour le recrutement :
 - à la direction juridique, du responsable du secteur urbanisme, aménagement et droit des biens publics, sur un poste vacant existant au tableau des emplois figurant à l'annexe 1, sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et d'appliquer, conformément à l'article 3-5 de ladite loi, la portabilité du contrat à durée indéterminée. Cet emploi existant au tableau des emplois devrait être pourvu par voie statutaire. Cependant, compte tenu de la nature même des fonctions exercées et en raison de l'absence de candidatures de titulaires adaptées, malgré la publicité de la vacance d'emploi, le recrutement sur ledit emploi s'effectuera par voie contractuelle par référence à l'indice majoré fixe afférent au 3e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées,
 - à la direction de l'événementiel et de la communication managériale, d'un(e) chargé(e) de communication digitale, sur un poste vacant existant au tableau des emplois figurant à l'annexe 1, sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Cet emploi existant au tableau des emplois devrait être pourvu par voie statutaire. Cependant, compte tenu de la nature même des fonctions exercées et en raison de l'absence de candidatures de titulaires adaptées, malgré la publicité de la vacance d'emploi, le recrutement sur ledit emploi s'effectuera par voie contractuelle par référence à l'indice majoré fixe afférent au 2e échelon du grade d'attaché territorial, en vigueur à la date de la présente délibération, avec le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées.

ANNEXE 1

ETAT DES EMPLOIS

| CADRES D'EMPLOIS OU EMPLOIS | Caté- gorie | Postes budgétaires (1) | |
|--|----------------|------------------------|-----------------------|
| | | Ancienne situation | Nouvelle situation |
| - Directeur général des services | A | 1 | 1 |
| - Directeur général adjoint | A | 5 | 5 |
| <i>(recrutement indifféremment par voie de détachement sur emploi fonctionnel ou sur l'article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée sur la grille de l'emploi fonctionnel considéré de 150 000 à 400 00 habitants).</i> | | | |
| <u>SECTEUR ADMINISTRATIF</u> | | | |
| - Administrateurs territoriaux | A | 12 | 12 |
| - Attachés territoriaux | A | 160 | 159 |
| - Secrétaires de mairie à temps non complet | A | 1 | 1 |
| - Rédacteurs territoriaux | B | 122 | 125 |
| - Adjoints administratifs territoriaux | C | 175 | 174 |
| - Adjoints administratifs territoriaux à temps non complet | C | 7 | 7 |
| TOTAL..... | | 483 | 484 |
| <u>SECTEUR TECHNIQUE</u> | | | |
| - Ingénieurs en chef territoriaux | A | 16 | 16 |
| - Ingénieurs territoriaux | A | 100 | 99 |
| - Techniciens territoriaux | B | 100 | 100 |
| - Agents de maîtrise territoriaux | C | 145 | 146 |
| - Adjoints techniques territoriaux | C | 332 | 331 |
| - Adjoints techniques territoriaux à temps non complet | C | 158 | 157 |
| TOTAL..... | | 851 | 849 |
| <u>SECTEUR SOCIAL</u> | | | |
| - Conseillers territoriaux socio-éducatifs | A | 1 | 1 |
| - Assistants territoriaux socio-éducatifs | A | 3 | 3 |
| - Educateurs territoriaux de jeunes enfants | A | 4 | 4 |
| - Agents spécialisés des écoles maternelles | C | 29 | 30 |
| - Agents spécialisés des écoles maternelles tps non complet | C | 20 | 20 |
| - Agents sociaux territoriaux | C | 2 | 3 |
| - Agents sociaux territoriaux à temps non complet | C | 4 | 4 |
| TOTAL..... | | 63 | 65 |
| <u>SECTEUR MEDICO-SOCIAL</u> | | | |
| - Puéricultrices cadres de santé | A | 1 | 1 |
| - Auxiliaires de puériculture territoriaux | C | 10 | 9 |
| - Auxiliaires de puériculture territoriaux à temps non complet | C | 1 | 1 |
| TOTAL..... | | 12 | 11 |

| CADRES D'EMPLOIS OU EMPLOIS | Caté- gorie | Postes budgétaires (1) | |
|---|----------------|------------------------|-----------------------|
| | | Ancienne situation | Nouvelle situation |
| <u>SECTEUR CULTUREL</u> | | | |
| - Attachés territoriaux de conservation du patrimoine | A | 23 | 23 |
| - Professeurs territoriaux d'enseignement artistique | A | 1 | 1 |
| - Assistants territoriaux conservation patrimoine & bib. | B | 26 | 26 |
| - Assistants d'enseignement artistique à temps non complet | B | 2 | 2 |
| - Adjoints territoriaux du patrimoine | C | 3 | 3 |
| - Adjoints territoriaux du patrimoine à temps non complet | C | 3 | 3 |
| TOTAL..... | | 58 | 58 |
| <u>SECTEUR SPORTIF</u> | | | |
| - Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives à temps non complet | B | 1 | 1 |
| TOTAL..... | | 1 | 1 |
| <u>SECTEUR ANIMATION</u> | | | |
| - Animateurs territoriaux | B | 5 | 5 |
| - Animateurs territoriaux à temps non complet | B | 25 | 25 |
| - Adjoints d'animation territoriaux | C | 27 | 27 |
| - Adjoints d'animation territoriaux à temps non complet | C | 33 | 33 |
| TOTAL..... | | 90 | 90 |
| <u>AUTRES EMPLOIS</u> | | | |
| - Directeur de la communication | A | 1 | 1 |
| - Référent informatique | A | 1 | 1 |
| - Attaché de presse | A | 1 | 1 |
| - Psychologue du travail | A | 1 | 1 |
| - Technicien informatique | B | 1 | 1 |
| - Technicien patrimoine | B | 1 | 1 |
| - Chef de projet - organisation spatiale et fonctionnelle des services communautaires | B | 1 | 1 |
| TOTAL..... | | 7 | 7 |
| TOTAL GENERAL..... | | 1 565 | 1 565 |

(1) Les postes pourront, en raison des difficultés de recrutement ou de mise en place, être détenus par des agents de grade immédiatement inférieur sans que l'effectif total puisse être modifié.

Le recrutement des agents non titulaires sera soumis aux conditions minimales de diplômes exigées pour l'accès aux catégories A, B et C.

Pour les agents contractuels, les conditions de rémunération sont fixées conformément à la délibération n° CC 2019-358 du 19 décembre 2019.

**ANNEXE 2
ETAT DES EMPLOIS NON PERMANENTS**

1) Pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité (art. 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

| Cadre d'emplois | Temps de travail | Catégorie | NBRE | Durée maximale du contrat | Domaine d'activités |
|------------------------------|------------------|-----------|------|-----------------------------|--|
| SECTEUR ADMINISTRATIF | | | | | |
| Attachés | Temps complet | A | 1 | 6 mois maximum | Communication |
| Adjoint administratifs | Temps complet | C | 4 | 1er mai au 30 novembre | Transports publics - Instructions des demandes de transport scolaire |
| SECTEUR TECHNIQUE | | | | | |
| Adjoint techniques | Temps complet | C | 2 | 1er avril au 30 septembre | Moyens généraux (nettoyage) |
| | | | 2 | 1er novembre au 31 décembre | Moyens généraux (nettoyage) |
| | | | 3 | 6 mois maximum | Entretien écoles - Pôle territorial |
| | | | 3 | 6 mois maximum | Transports et installations temporaires |
| SECTEUR CULTUREL | | | | | |
| Adjoint du patrimoine | Temps complet | C | 1 | | |
| SECTEUR ANIMATION | | | | | |
| Animateurs | Temps complet | B | 2 | | Pôles territoriaux |
| Adjoint d'animation | Temps complet | C | 16 | | Pôles territoriaux |
| SECTEUR MEDICO SOCIAL | | | | | |
| Auxiliaires de puériculture | Temps complet | C | 1 | | Pôles territoriaux |

2) Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité (art. 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

| Cadre d'emplois | Temps de travail | Catégorie | NBRE | Durée maximale du contrat | Domaine d'activités (Tous confondus) | |
|---|------------------|-----------|------|---------------------------|---------------------------------------|--|
| SECTEUR ADMINISTRATIF | | | | | | |
| Attachés | Temps complet | A | 3 | 12 mois maximum | Tous domaines d'activités confondus | |
| Rédacteurs | Temps complet | B | 5 | 12 mois maximum | | |
| Adjoint administratifs | Temps complet | C | 13 | 12 mois maximum | | |
| SECTEUR TECHNIQUE | | | | | | |
| Ingénieurs | Temps complet | A | 3 | 12 mois maximum | | |
| Techniciens | Temps complet | B | 2 | 12 mois maximum | | |
| Adjoint techniques | Temps complet | C | 41 | 12 mois maximum | | |
| SECTEUR ANIMATION | | | | | | |
| Animateurs | Temps complet | B | 1 | 12 mois maximum | | |
| Adjoint d'animation | Temps complet | C | 42 | | | |
| SECTEUR CULTUREL | | | | | | |
| Adjoint du patrimoine | Temps complet | C | 1 | 12 mois maximum | | |
| SECTEUR SOCIAL | | | | | | |
| Agents spécialisés des écoles maternelles | Temps complet | C | 2 | 12 mois maximum | | |

3) Pour mettre en place des contrats de projets répondant à des besoins ponctuels (projets co-financés et / ou liés à un résultat attendu) - Art. 3, II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

| Cadre d'emplois | Temps de travail | Catégorie | NBRE | Durée maximale du contrat | Domaine d'activités (Tous confondus) |
|--------------------------|------------------|-----------|------|---------------------------|---|
| SECTEUR TECHNIQUE | | | | | |
| Techniciens | Temps complet | B | 2 | 24 mois maximum | Déchets (convention avec l'Agence de la transition écologique "ADEME") |
| | | | 1 | 48 mois maximum | Direction de l'eau et de l'assainissement (convention avec l'Agence de l'eau - branchements inversés) |
| | | | 2 | 12 mois | Techniciens de fouilles archéologiques |